

Les femmes et la politique : mythes et réalités

Doit-on s’attendre à ce que la participation des femmes parlementaires modifie les résultats de l’action gouvernementale ? Les raisons qui font penser que les femmes pourraient agir dans une perspective différente de leurs homologues de sexe masculin sont pratiques plutôt que théoriques.

Une perspective différente

Dans une enquête approfondie menée auprès de 187 femmes parlementaires originaires de 65 pays par l’Union interparlementaire (UIP) en 1999, les personnes interrogées ont systématiquement présenté les femmes comme ayant des priorités différentes de celles des hommes. Quatre sur cinq ont estimé que les femmes avaient des idées conceptuellement différentes sur la société et la politique. Plus de 90 pour cent se sont accordées à dire que le renforcement de la participation des femmes apporterait un changement, et près de neuf sur 10 ont considéré que la participation des femmes à l’activité politique modifiait sensiblement les résultats de l’action des pouvoirs publics.

Trois raisons pour lesquelles les femmes qui embrassent la carrière politique ont généralement une approche différente de la politique

Les femmes ont souvent des raisons d’entrer en politique différentes de celles des hommes. Dans l’enquête de l’UIP, 40 pour cent des personnes interrogées ont indiqué qu’elles étaient entrées en politique par intérêt pour le travail social et 34 pour cent par le biais d’organisations non gouvernementales, alors que les hommes empruntent souvent la voie plus « classique » de la politique politicienne. Cette constatation reflète bien une tendance déjà ancienne des femmes à s’impliquer dans la société civile pour promouvoir des projets à l’appui de la survie des ménages et à se focaliser sur l’action locale.

Les femmes subissent souvent l’influence de modèles de socialisation différents de ceux des hommes et ont des vécus différents, et elles font peser leur expérience et leurs compétences sur leurs décisions

politiques. Des changements importants se sont certes produits au cours des dernières décennies mais, dans la plupart des pays, les femmes assument toujours les principales responsabilités de prestataires de soins non professionnelles pour leur famille, et notamment les enfants et les personnes âgées.

Les femmes sont plus enclines à se considérer comme les représentantes des femmes. Il ressort par exemple d’une étude sur les parlementaires réalisée aux États-Unis que les femmes se sentent investies d’une responsabilité spéciale de représenter les autres femmes et se jugent plus capables de représenter leurs intérêts. En Irlande du Nord, par exemple, près d’un tiers des femmes qui votent estimaient qu’une femme représenterait mieux leurs intérêts.

Pourquoi y a-t-il toujours aussi peu de femmes faisant de la politique?

Étant donné la contribution qu’elles pourraient apporter au processus politique, une question vient immédiatement à l’esprit : pourquoi les femmes sont-elles encore aussi peu nombreuses à entrer en politique ? La réponse est complexe et diffère selon les pays, les sociétés et les communautés. Mais on peut dégager les points communs ci-après.

Les femmes briguent rarement un mandat électif. Il est difficile d’obtenir des chiffres exacts, mais les études existantes montrent que les femmes se présentent moins souvent que les hommes aux élections. Aux États-Unis, par exemple, il y a au moins 50 pour cent de plus d’hommes qui ont étudié les moyens de faire figurer leur nom sur le bulletin de vote ou ont examiné la possibilité de se présenter aux élections avec des bailleurs de fonds potentiels, des cadres de parti ou de personnalités locales, des membres de leur famille ou des amis.

- *Double fardeau des responsabilités publiques et privées* : comme les précédents chapitres l’ont montré, la charge de travail des femmes est généralement beaucoup plus lourde que celle des

hommes, les premières ayant alors moins de temps et d’énergie à consacrer à la vie politique. Aux États-Unis, il apparaît qu’à mesure qu’elles voient diminuer leurs responsabilités domestiques et familiales, les femmes cherchent davantage à briguer un mandat électif.

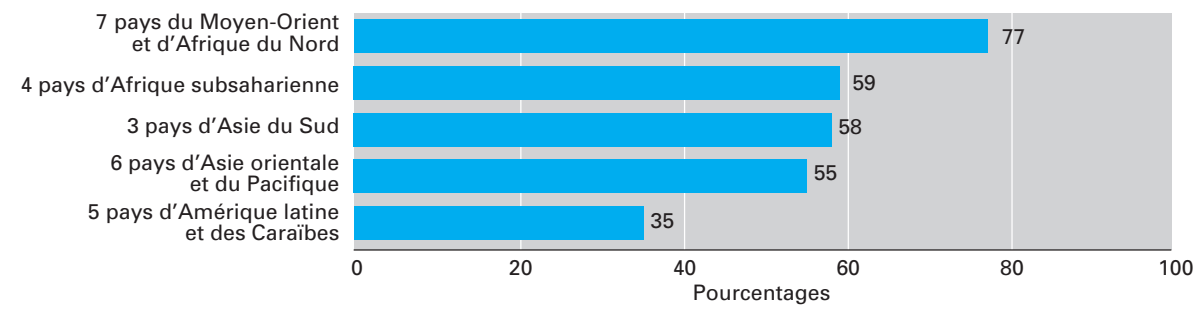
- *Une culture d’exclusion* : dans beaucoup de pays, les réseaux politiques et financiers sont contrôlés par les hommes. Les pratiques culturelles qui servent à entretenir et consolider les liens de solidarité masculine au sein de ces réseaux, telles que la consommation d’alcool et de tabac ou la pratique du golf, sont des étapes sur le chemin qui mène à un mandat électif. Il ressort d’une étude réalisée en Thaïlande que les hommes prédominent généralement dans les comités de recrutement et ont tendance à mettre hors jeu les femmes candidates, ce afin de conserver une structure qui leur est familière et aussi parce qu’ils ont plus de chances de connaître personnellement les candidats de sexe masculin.

- *Études supérieures.* Les femmes qui obtiennent un mandat électif ont généralement, surtout dans les pays en développement, fait des études supérieures. Sur les 187 femmes originaires des 65 pays sur lesquels a porté l’enquête menée par l’UIP en 1999, 73 pour cent étaient titulaires d’un diplôme du premier cycle de l’enseignement supérieur et 14 pour cent étaient également titulaires d’une maîtrise ou d’un doctorat. L’absence dans de nombreux pays de femmes ayant fait des études supérieures peut donc constituer un obstacle à l’accès des femmes à la vie politique et au gouvernement.

Les femmes ont beaucoup de mal à gagner la confiance de l’opinion publique. Il n’existe pratiquement pas de statistiques sur le nombre de femmes qui se présentent sans succès aux élections.

Toutefois, la façon dont les électeurs voient les choses peut être instructive à ce sujet. En moyenne, plus de la moitié des personnes interrogées dans la

Figure 4.2 Dans la majorité des pays étudiés, la majorité de la population dit approuver ou approuver vigoureusement l’affirmation selon laquelle les hommes sont de meilleurs dirigeants politiques que les femmes



Les calculs de l’UNICEF sont basés sur des données extraites de la World Values Survey, Round 4 (1991-2004). Les données relatives à chaque pays et territoire dans les agrégats régionaux concernent l’année disponible la plus récente pendant la période spécifiée. Les pays et territoires suivants figurent dans les agrégats régionaux mentionnés : **Moyen-Orient et Afrique du Nord** : Algérie, Arabie saoudite, Égypte, Iraq, Jordanie, Maroc, République islamique d’Iran. **Amérique latine et Caraïbes** : Argentine, Chili, Mexique, Pérou, République bolivarienne du Venezuela. **Asie du Sud** : Bangladesh, Inde, Pakistan. **Asie orientale et Pacifique** : Chine, Indonésie, Philippines, République de Corée, Singapour, Vietnam. **Afrique subsaharienne** : Afrique du Sud, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie.

Source : World Values Survey, <www.worldvaluessurvey.org>, consultée en juin 2006.

région de l’Asie orientale et du Pacifique, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne ont souscrit à des degrés divers à l’idée selon laquelle les hommes font de meilleurs responsables politiques que les femmes, les trois quarts partageant ce point de vue dans la région du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord. Cela étant, dans d’autres parties du monde, les données disponibles sont plus positives. Beaucoup moins de personnes interrogées se rangent à cet avis dans la région de l’Amérique latine et des Caraïbes, et plus de 80 pour cent des Thaïlandais pensent qu’une femme pourrait être un bon premier ministre.

Les femmes quittent la politique. On ne dispose pas de suffisamment de données pour dire si les femmes quittent le pouvoir plus souvent que les hommes du fait de l’hostilité des électeurs ou de la violence pure et simple parfois dirigée contre les femmes qui exercent un mandat électif (ou essaient de se présenter aux élections). Les femmes *pradhans* (dirigeantes) du Bengale occidental (Inde), par exemple, ont révélé que, même si les femmes ont obtenu, pour ce qui est de fournir des biens publics à leurs villages, des résultats au moins aussi bons que leurs homologues de sexe masculin, les villageois non seulement jugeaient la qualité de leur direc-

tion moins satisfaisante, mais aussi leur tenaient rigueur de la mauvaise qualité des services qui ne relevaient pas de leur compétence. Il n’est sans doute guère surprenant qu’environ la moitié des *pradhans* aient dit qu’elles ne se représenteraient pas aux élections. En Afghanistan, les femmes candidates aux élections de 2005 ont subi des actes de violence et, dans certains cas, ont reçu des menaces de mort.

Les mythes concernant les femmes et la politique

Les mythes, positifs ou négatifs, concernant les femmes et la politique sont légion. Se fondant sur des présuppositions irréalistes concernant les femmes et la politique, ces mythes peuvent facilement perpétuer les stéréotypes et la discrimination. Deux de ces mythes sont analysés ci-après.

Mythe 1: chaque femme obtiendra des résultats tangibles pour les femmes et pour les enfants. Le fait pour un membre du Parlement d’être une femme ne veut pas dire qu’elle favorisera automatiquement l’adoption de lois qui défendent les intérêts des femmes et des enfants. La personnalité et l’idéologie des femmes entrées en politique en font un groupe aussi divers qu’il est possible. Les femmes parlementaires doivent rendre des comptes à des man-

dants qui représentent un large éventail de milieux et d’intérêts, et il arrive souvent que des divergences tenant, par exemple, à l’idéologie, au cadre régional ou à la classe sociale, les opposent. Au surplus, elles sont membres de partis politiques et doivent parfois respecter la discipline de parti aux dépens de leurs propres préférences politiques. Néanmoins, de nombreux faits concourent à indiquer que, dans l’ensemble, les femmes parlementaires sont plus enclines que leurs homologues de sexe masculin à user de leur influence politique pour améliorer la situation des enfants, des femmes et des familles.

Mythe 2 : les femmes ne sont pas faites pour les portefeuilles « difficiles ». En 2005, l’UIP a compté 858 femmes détenant un portefeuille ministériel dans 183 pays. Toutefois, la répartition des portefeuilles est frappante. Près d’un tiers des portefeuilles ministériels confiés à des femmes concernaient la famille, les enfants, les jeunes et les questions sociales ou les questions féminines et l’éducation, mais les femmes ne s’étaient vu attribuer que 13 ministères de la défense et neuf ministères de l’économie à travers le monde (soit 1,5 pour cent et 1 pour cent, respectivement).

Voir Références, page 88.